



www.ferc-cgt.org
01-55-82-76-12
ferc@cgt.fr

Marie BUISSON

Concertations MESRI

Restitution des concertations sur le 1er cycle post bac au MESRI - 19 10 2017

Introduction de la ministre :

Accueil et réussite des étudiant.es en 1^{er} cycle.

Méthode fondée sur la concertation et le dialogue.

Notre ambition : rendre accessible au plus grand nombre l'enseignement sup. C'est un progrès individuel et collectif. Besoin de savoirs et de formations. La crise du tirage au sort est un manquement politique et un non-sens social, il faut remettre du sens et de l'humain.

Inégalités des chances entre les 3 voies du bac.

Les échecs et les réorientations ne sont pas supportables pour tous, financièrement et psychologiquement. Il y a le problème des modalités d'affectation mais aussi l'échec en 1^{ère} année, on ne peut plus se satisfaire des taux d'échec.

Remerciements aux équipes pédagogiques qui s'engagent dans les lycées et les universités pour la réussite.

Une grande attention sera portée au GT Vie étudiante, je suis consciente des difficultés. C'est un défi pour nous mais aussi pour toute la société.

Merci pour la mobilisation forte de vos organisations dans les débats des GT.

Le rapport n'a pas vocation à trancher l'ensemble des questions mais à dresser un bilan. Je m'appuierai sur les points consensuels et le gouvernement tranchera pour le reste, c'est notre travail.

La concertation ne s'arrête pas aujourd'hui, il y a des échanges à venir sur les conclusions puis le gouvernement devra faire ses propositions.

Daniel Filâtre :

La tâche que vous m'avez confiée était difficile mais passionnante. 4 thèmes, 11 groupes, avec des données chiffrées et des constats. Les diagnostics ne sont pas toujours partagés mais il y a eu une grande qualité des débats, il faut remercier tous les participants.

4 chapitres pour les propositions que je vais formuler à partir des synthèses des échanges.

1. Préparation à la poursuite d'études
2. Nouveau modèle d'affectation post bac
3. Déroulé du 1^{er} cycle
4. Vie étudiante

Je les ai abordées avec trois soucis : fidélité dans la restitution, transparence, généralisation et dépassement des points de tension.

Ma préoccupation permanente a été de proposer un 1^{er} cycle ouvert. Il y a une forte aspiration des jeunes à accéder au diplôme, mais le décalage entre les 3 voies du lycée (générale, technologique et professionnelle) est forte, en 2016 il y a eu 53% de proposition sur leur 1^{er} vœu pour les étudiants. Il y a 4 filières en tension : droit, STAPS, Médecine, psycho. Consensus du refus du tirage au sort et constat de procédures qui se sont complexifiées au fil du temps. Le taux de réussite en Licence est de 40%, 60% en BTS... La complexité du système, pas seulement en Licence, est très largement dénoncée.

473 290 Bachelier.es, seulement 44% en Licence.

Il y a un fort espoir que les constats ne soient pas les mêmes à l'avenir.

1. Préparation : Impréparation des jeunes lycéen.nes à leur poursuite d'étude. Caractère inéquitable de l'accès aux infos et à l'orientation. Travail sérieux sur l'orientation. Savoir analyser les infos, construire son projet d'étude et d'insertion pro.

Proposition 1. Repenser intégralement le parcours Avenir

Les Parcours Avenir est un cadre pertinent. L'outil FOLIO évoluerait vers un cahier d'orientation + de nouveaux outils.

Proposition 2. Assurer à chaque lycéen un accompagnement personnalisé et responsable

Les enseignant.es ont un rôle majeur, on doit les former et les accompagner, partenariat avec les interlocuteurs du Sup + spécialistes de l'orientation, importance des Professeurs Principaux et réunion d'info avec les élèves, les familles, des pairs. Cela se fait déjà mais de manière inégale.

Proposition 3. Généralisation de l'avis du conseil de classe pour toute orientation vers l'enseignement supérieur

Avis dissocié de l'accompagnement, aujourd'hui cet avis n'existe que pour les filières sélectives. Il doit servir à informer lycéen.ne et familles, il doit être explicite, mais aussi avis officiel à transmettre à l'établissement d'enseignement supérieur accueillant.

Proposition 4. Apporter une information par des outils et des ressources répondant aux attentes et aux enjeux de l'orientation

Trop d'infos numériques, cela n'aide pas à s'y retrouver. Besoin d'outils nouveaux qui ne soient pas dissuasifs. Tests d'auto-positionnement, MUK préparatoires.

Le travail d'info des lycéens doit être + intense, + réflexif, + collectif.

Proposition 5. Intégrer la préparation à l'orientation dans une perspective plus large et coordonnée.

Intégrer la préparation à l'orientation au parcours en lycée mais aussi aller travailler, aller étudier, année de césure (un peu vide encore...). Processus continu tout au long de la vie. Travail coordonné au sein de l'Etat (entre filières), entre l'Etat et les Régions, entre les 2 étabs scolaires et Sup, aussi avec les associations.

2. Nouveau modèle d'affectation.



Manque de visibilité sur le nouveau Bac a posé problème, il faut dépasser le statut quo, assurer l'accès. Les échanges ont été vifs. Il faut travailler l'affectation mais aussi prise en charge des jeunes. 3 propositions.

Proposition 6. Construire un modèle d'affectation dans l'enseignement supérieur plus clair et attentif aux situations individuelles.

Modèle d'affectation + clair et attentif aux situations individuelles. Pas de retour en arrière, maintenir le processus d'affectation national.

Calendrier prenant en compte les temps de l'élève, son stress, ses préoccupations.

Simplicité d'utilisation et explicite dans son fonctionnement. Transparence.

Périmètre d'APB (aujourd'hui 85% de l'offre) doit s'élargir et être systématique.

Généralisation vers un vœu large de filière avant l'établissement.

Les prérequis, le débat a traversé tous les groupes. Quel usage peut-on faire des éléments et infos déposés dans l'application ?

Proposition 7. Mettre en œuvre une prise en charge personnalisée et un accompagnement renforcé des nouveaux étudiants.

Dès la Terminale prise en compte pour les + fragiles. Dispositifs expérimentaux en cours. Nécessité de créer des places dans les filières en tension et changement de l'organisation pédagogique.

Proposition 8. Prendre en compte le profil de l'élève avant son entrée dans l'enseignement supérieur.

Débat le + vif sur le fond et sur la forme. Prérequis/attendus : affichage informatif nécessaire, mais problème lorsqu'ils deviennent prescriptifs. Il n'y a pas consensus sur la question. Rôle de chacun.e et choix de l'élève. Rapport UE sur l'aspect équitable de l'accès au Sup : rôle de l'avis du Conseil de classe. Choix de l'élève : prise en compte du profil de l'élève, existe déjà pour les filières sélectives (très nombreuses).

- A. Accès libre : défendue par certain.es participant.es mais pas tous.
- B. Accès libre avec recommandations : discussion, réflexion, prescription.
- C. Accès sous condition : définition du parcours pédagogique spécifique.
Crainte d'un système de fermeture des affectations.
- D. Accès sélectif : existe aujourd'hui c'est le tirage au sort. Nécessité d'augmentation des capacités d'accueil pour les filières en tension. Plan d'urgence pour les STAPS, accès prioritaire pour certain.es publics. Mise en place de dispositifs d'accompagnement. PACES réflexion approfondie avant l'affectation, attendus explicites et montrant clairement les différentes filières possibles. Psycho aucun accord de principe, mais besoin de faire évoluer les modalités d'orientation, besoin de mise à niveau, combinaisons de critères,...plutôt autour du profil de l'élève. Désaccord sur le caractère prescriptif des infos et avis.

Rôle du contrat pédagogique.

Le choix du rapporteur se fait sur la proposition B un peu mais plutôt pour la C.

3. Faire de chaque filière du premier cycle de l'enseignement supérieur une voie de réussite

Besoin d'évolutions, la question des moyens est évidemment revenue dans les discussions. Voir bien l'ensemble : prépa, BTS, IUT et Licence (10% autres formations). Ces filières accueillent 9 bachelier.es/10. Sécurisation des parcours : rôle de l'Etat et de votre ministère. Diversité des étudiant.es.



Proposition 9. Réorganiser le cursus de Licence.

Double regard difficultés des étudiant.es et des professeurs. Expérimentations engagées : modularisation de cursus, il faut les promouvoir, permettre les passerelles pour diversifier les parcours. Opposition car crainte de casse des diplômes nationaux mais ce n'est pas majoritaire. Variabilité des temps de parcours... Mixité des publics apprentis, formation sup et alternance. PACES : plusieurs voies dès l'entrée

STAPS : modularisation

Psycho : passerelles vers d'autres filières sociales et paramédicales. Départ possible vers des parcours courts.

Renforcement de la professionnalisation.

Proposition 10. Mettre l'étudiant.e au cœur de l'évolution pédagogique.

Individualisation des parcours. Contrat pédagogique entre l'étudiant.e et l'équipe pédagogique. Nouveaux outils, en lien avec la révolution numérique. Renforcement des liens entre étudiant.es et enseignant.es

Proposition 11. Promouvoir les expérimentations.

C'est un cadre stimulant. Exemple : intégration en STS des bachelier.es pro, une réussite. Bachelor, apprentissage, ... Spécialisation progressive, cordées de la réussite,... En faire la publicité et leur donner un cadre (durée, réversibilité, financement, évaluation, ...).

Proposition 12. Soutenir l'engagement des professeurs.

Très grande envie d'agir mais besoin d'accompagnement des enseignant.es

Reconnaissance et structuration des équipes pédagogiques (par bassin ?). Soutien à l'engagement : congé de ressourcement pédagogique, de soutien indemnitaire.

4. Améliorer les conditions de vie des étudiants au service de la réussite.

Nécessité d'améliorer les conditions de vie, très importantes évolutions. Les problèmes d'accès au logement, à la santé sont très importants. Il n'y a pas d'étudiant moyen mais une diversité de situation.

Proposition 13. Concevoir un dispositif d'aide aux étudiants au service de l'équité, de l'autonomie et de la réussite.

Il faut un dispositif d'aide lisible, efficace et global. Aides directes et aides au logement : allocation unique aux étudiant.es. Besoin d'une mission interministérielle.

Proposition 14. Faire de l'emploi étudiant un facteur de réussite.

Emplois étudiants. Compétences valorisables dans le cursus d'étude. Adaptation des horaires et des enseignements.

Proposition 15. Répondre aux enjeux du logement étudiant.

Logement étudiant : plus de la moitié du budget d'un étudiant. Création d'un observatoire du logement étudiant pour recenser les données et proposer des évolutions. Charte du logement étudiant.

Proposition 16. Renforcer la complémentarité entre l'accès aux soins et la prévention.

Accès aux soins et prévention : soins, vie affective et sexuelle, addictions, sécurité affective et psychologique. Rénovation de la politique de prévention. Difficulté dues au manque de personnels, problèmes pour les étudiant.es étrangers.



Proposition 17. Améliorer l'accès aux activités culturelles et sportives.

Loisirs et sports : accès inégal. Favoriser et aider à l'accès... Expérience culturelle et artistique participe au parcours de l'étudiant.es.

Il y a de fortes attentes sur cette question de la vie étudiante.

Tour de table des organisations, associations présentes.

MEDEF :

Propositions formulées dans les groupes pour améliorer la formation pro : professionnalisation des cursus. Blocs de compétences et modularisation. Demande de mise en place de prérequis et d'orientation sélective.

CPME :

Problèmes d'orientation, connaître la destination avant de prendre un chemin. Prise en compte du projet professionnel. Les enseignant.es ne sont pas les mieux placés pour aider à l'insertion pro... Besoin de modularité. Il faut renforcer l'attractivité de la Licence générale. Faut-il sans limite repousser le processus de sélection ? Les entreprises ne peuvent pas tricher sur les compétences.

APL CPGE (proviseurs de lycée à classes préparatoires) :

Dispositif d'affectation, éclairée à la lumière du profil de l'élève...très bien. Calendrier. Souplesse et modularité, réflexion sur le 1^{er} semestre de la Licence, nécessaire aussi en classes prépa.

UNL :

55 réunions de travail, ce n'est pas seulement le nombre de réunions qui compte mais aussi la prise en compte de la parole des organisations syndicales et de jeunesse. Pas besoin d'accumulation d'outils mais aussi les moyens pour la réussite et ce n'est pas le cas... Manque de personnels d'orientation dans les lycées. Questions de la reproduction sociale, orientation est un tri social les prérequis risquent de de le renforcer. La mise en place des prérequis est une ligne rouge pour les jeunes.

FAGE :

La mise en place des prérequis est une ligne rouge également. Semestrialisation, modularisation, etc... c'est positif. Enjeu à avoir une vision large, nécessaire réforme du bac et de la formation pro. Moyens financiers alloués à cette réforme. Grand plan d'investissement...flou.

COURROIE :

Question de l'orientation au cœur et non pas l'affectation, c'est très positif. Orientation = processus, à finalité professionnelle.

Ministre : ensemble de la formation, construction tout au long de la vie. Débuter par le post bac est lié à la nécessité de mettre fin au tirage au sort dans un calendrier contraint.

SUD :

Rapport bien et discussions intéressantes mais saucissonnage en 11 GT, on s'est bornés à traiter les symptômes au lieu de s'attaquer aux causes. Le problème du budget est central. Renvoi de la totalité de la responsabilité sur les étudiant.es et les enseignant.es, et qu'en



est-il de la responsabilité de l'Etat ? Alerte : certaines économies finissent par coûter cher. Les équipes pédagogiques s'épuisent.

Ministre : budget Educ nat + enseignement sup renforcé, c'est peut-être insuffisant mais on ne peut pas dire que rien n'est fait. Au courant du ras-le-bol des enseignant.es-chercheur.es.

SUP RECHERCHE UNSA :

Difficile de réagir à chaud. Débauche d'énergie, de monde, de temps... Pourtant ce que l'on vient d'entendre est fidèle à ce que nous avons échangé dans les GT et je dois reconnaître que je me suis trompé. Je suis agréablement surpris, ma 1^{ère} impression est que nous sommes en phase avec les propositions.

FCPE :

L'exercice est compliqué, grosse implication dans les concertations mais je ne comptais pas réagir à chaud. Plusieurs choses nous inquiètent fortement. « Un cadre pour déroger à la loi », cela pose problème. Le texte préparé avant la réunion est d'actualité : pas d'instauration de prérequis...mais nécessité de laisser le choix et de l'accompagner, attention au renforcement de du tri social. Besoin d'évolutions Bac – 3/Bac + 3.

PDE :

Travail du ministère, laissant le temps. Innovation sur la forme du dialogue social. Menu : carte très alléchante, on a pu aller au fond de tous les sujets. Adosser à un financement même s'il est insuffisant. Ligne rouge : mise en place des prérequis, c'est un renoncement et la mise en place d'un système à plusieurs vitesses.

SNESUP FSU :

Merci pour vous être fait le rapporteur également des désaccords. Demande d'un plan d'investissement massif. APB doit être amélioré mais sans ouverture de places ce ne sera pas possible, 80% des étudiant.es obtiennent un diplôme. Contre la théorie des dons et des talents, les prérequis trient les jeunes. L'orientation précoce trie les lycéens avant la construction de leur projet. Objectif de 2% du PIB consacré à l'enseignement sup, on en est loin...

SNPTES :

Besoin de prévoir et anticiper. Droit de se tromper...

CDEFI : (écoles d'ingénieurs)

Maintien d'une affectation nationale. Prise en compte de la notion de prérequis. Encouragement des expérimentations et agilité des établissements soutenue, c'est bien. Un regret autour des questions peu présentes sur les formations en apprentissage.

CPU :

Merci beaucoup. Bonne surprise ce rapport...ligne de force et trajectoires qui se dégagent. Points de désaccords non-statiques, avec à chaque fois la vision de l'intérêt général. On se retrouve dans énormément de points d'analyses. Nouveau pacte à passer pour l'offre et l'accès à l'enseignement supérieur. OK pour adapter, assouplir, ouvrir des passerelles. Besoin de pédagogie...



FO :

Lecture du communiqué interfédéral.

UNI :

Quelques inquiétudes... flou des propositions. Contrôle de l'assiduité des étudiant.es ? Il faut des prérequis sinon il faudra recourir au tirage au sort. Insertion professionnelle.

PEEP :

APB n'est pas le problème mais c'est bien l'orientation qui est en cause. Renforcement lien secondaire et sup. Besoin d'avoir les chiffres de taux de réussite de leurs anciens élèves pour les profs. Importance du volant vie étudiante.

SNALC :

Indissociable de la réforme du Bac, en attente de ce qui sera effectivement retenu et mis en place, forte espérance pour les mois à venir.

UNEF :

Budget de l'enseignement sup pas à la hauteur, le plan d'investissement exceptionnel nous inquiète également car il va creuser les inégalités entre les universités. Inquiets des propositions faites sur les prérequis...choix de la solution A, accès de toutes et tous à l'université. Inquiétude de l'ouverture de la possibilité de déroger à la loi dans le cadre d'expérimentations locales. Globalisation des aides, il ne faut pas fusionner les APL et les bourses. Saliariat étudiant ne peut pas être un facteur de réussite, il faut encadrer le travail étudiant mais pas l'inciter.

Ministre : je ne comprends pas l'opposition à l'allocation unique d'aide à l'autonomie...je suis dépitée.

UNEF : refus de la fusion des APL et des bourses car les APL sont universelles, alors que les bourses sont sous conditions de revenu de la famille

Président des Directeurs d'IUT :

Besoin de poursuivre le travail avec l'ensemble des opérateurs du continuum bac-3/bac+3. Garantir un cadre national. Professionnalisation = une voie d'excellence, il faut porter les valeurs de professionnalisation pour les filières d'excellence.

QSF :

Pas de ligne rouge et nous croyons aux vertus de la discussion. Proposition d'une année propédeutique pour se mettre à niveau et/ou se réorienter.

SGEN CFDT :

Opposition à l'année propédeutique...

Appréciation positive sur le rapport et sa fidélité aux propos. Pas de lignes rouges, certaines interventions sont un peu binaires alors que les échanges ne l'étaient pas. Opposition à la sélection sèche, opposés à la sélection qui ne se montre pas, attendus plus que prérequis et dernier mot laissé à l'étudiant.e, obligation faite à l'Etat d'accompagner les étudiant.es vers la réussite. Reconnaissance indemnitaire des personnels nécessaire pour porter la réforme. Lien MEN/MESRI. Besoin de moyens mais répartition égalitaire et pas sur appel à projet. Faire confiance aux équipes mais il faut reconnaître l'investissement des personnels qui s'engagent dans les expérimentations.



Lisibilité des parcours en amont pour les lycéen.nes puis les étudiant.es, donc cadrage national. Orientation au cœur du processus avec parcours de formation du collège à l'université. Attention portée à la formation tout au long de la vie...

Conférence des grandes écoles :

Très bonne synthèse. Propositions 5, 8 et 9 très intéressantes. Filières en tension mais négative qui peinent à se remplir.

CFE CGC :

Engagement dans la concertation. Vision réaliste pour les étudiant.es de leur capacité à réussir. Rapprochement avec le monde de l'entreprise...

FERC CGT : *intégralité de l'intervention.*

Nous avons participé à la concertation qui s'est tenue ces dernières semaines au ministère. Nous ne sommes pas pour autant convaincus par la forme choisie pour cette concertation. Les multiples réunions ont donné lieu à de nombreux échanges souvent très vagues et un peu longs... Pour nous, elles n'ont pas permis d'entendre réellement l'expertise, les demandes et les propositions des personnels, des étudiant.es et des lycéen.nes organisés dans leurs syndicats.

Nous avons aussi des lignes rouges, c'est certes idéologique mais aussi pragmatique. Par ailleurs aujourd'hui, comme ces dernières semaines, il manque un élément central à la réflexion ministérielle, c'est celle du budget. Ces dix dernières années le nombre d'étudiant.es augmente bien plus vite que le budget de l'ESR ! A la rentrée prochaine, postuleront à une formation post bac de très nombreux bachelier.es puisque la génération de 2000 est actuellement en Terminale, dans des conditions d'accueil en lycée d'ailleurs fortement dégradées ces dernières années.

Comment gérer la montée constante des inscriptions en cycle post bac ? Soit on augmente le budget pour créer des postes et ouvrir de nouvelles places et de nouvelles filières. Soit on limite l'accès en sélectionnant les bachelier.es pour « gérer les flux ».

De nombreuses propositions évoquées dans la synthèse ne sont pas nouvelles : passerelles, tutorat, remédiation, mais elles ne s'appliquent pas faute d'heures et de personnel. La prise en compte individuelle des lycéen.nes et étudiant.es est indispensable, personne ne pouvant deviner pour un jeune de 16 ans quel sera à coup sûr le bon parcours vers la qualification, il faut permettre de changer de voie, de faire évoluer son projet...ceci demande des moyens.

Contrairement à ce qui a été dit récemment, nous rappelons que ce n'est pas le système éducatif qui crée le chômage mais les choix économiques des gouvernements successifs. Pour nous la finalité d'une formation n'est que l'insertion professionnelle mais elle est l'émancipation des jeunes !

Pour la CGT, les déclarations ministérielles sur « l'importance de la formation des jeunes », « la nécessité de l'élévation du niveau de qualification » ou « l'investissement dans l'avenir » ne peuvent être crédibles que si elles s'accompagnent des moyens de cette politique.

